



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE

DIX-HUITIÈME SESSION

DEUXIÈME SEMAINE DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE

Cotonou, République du Bénin, 16 au 20 Janvier 2012

L'IMPORTANCE DE LA GOUVERNANCE ET LE PARTAGE DES AVANTAGES DANS LA GESTION DURABLE DES FORÊTS, DES ARBRES ET DE LA FAUNE SAUVAGE DE L'AFRIQUE

***FRA 2010: Examen de la perspective africaine et des besoins en matière de développement des
capacités pour FRA en Afrique***

Résumé

Le présent document a été préparé pour la 18^{ème} session de la Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique afin d'initier un examen de FRA 2010 du point de vue africain y compris les besoins en termes de développement des capacités. En plus de l'examen des conclusions principales de FRA 2010 et de SOFO 2011, ce document évalue le processus d'établissement des rapports tant en termes de disponibilité que de qualité des données, afin d'identifier les questions clés et les domaines à améliorer pour les futures évaluations. Le document souligne les liens importants avec la stratégie à long terme pour l'évaluation des ressources forestières globales jointe en Annexe.

Introduction

1. La FAO a pour mandat de fournir régulièrement des informations sur la situation et les tendances des ressources forestières mondiales. La toute dernière Évaluation des ressources forestières mondiales (FRA 2010) a analysé le statut et les tendances des ressources forestières mondiales pour la période 1990-2010. L'une des principales conclusions de FRA 2010 était que le taux de déforestation et de perte de forêts sous l'effet des phénomènes naturels demeure élevé quoiqu'en baisse. Au niveau global, ce taux a diminué d'à peu près 16 millions d'hectares par an dans les années 90, à environ 13 millions d'hectares par an durant la décennie écoulée. En même temps, l'afforestation et l'expansion naturelle des forêts dans certains pays a réduit la perte nette de la superficie forestière de façon significative au niveau global. Le changement net de la superficie forestière durant la période 2000-2010 a été estimé à 5,2 millions d'hectares par an (une superficie presque égale à celle du Togo), alors qu'il était de 8,3 millions d'hectares par an durant la période 1990-2000. La majeure partie de la perte de forêt continue dans les pays et zones

situés dans les régions tropicales, alors que la plupart des gains se produisent dans les zones tempérées et boréales.

Principaux résultats régionaux de FRA 2010

2. La superficie approximative d'utilisation des terres forestières en Afrique en 2010 était de 674 millions d'hectares (Tableau 1), représentant environ 23 pour cent de la superficie totale des terres dans la région et 17 pour cent de la superficie forestière globale.

Sous-région	Superficie (1 000 ha)	%
Afrique centrale	254 854	37
Afrique de l'est	73 197	11
Afrique du nord	78 814	12
Afrique australe	194 320	29
Afrique de l'ouest	73 234	11
Total Afrique	674 419	100

Tableau 1: Superficie forestière en Afrique, 2010

3. L'ensemble des cinq pays ayant la plus grande superficie forestière (République démocratique du Congo, Soudan, Angola, Zambie et Mozambique) contiennent plus de la moitié de la superficie forestière du continent (55 pourcent). Les pays ayant le pourcentage le plus élevé de leur superficie forestière occupée par des forêts étaient les Seychelles (88%), le Gabon (85%), la Guinée-Bissau (72%), la République démocratique du Congo (68%) et la Zambie (67%).

4. Alors qu'il existe des signes que la perte nette de forêts en Afrique diminue (de 4 millions d'hectares par an dans les années 1990 à 3,4 millions d'hectares par an durant la décennie écoulée), peu de pays disposent de données fiables sur les évaluations comparables au fil du temps. Par conséquent, les tendances qui en découlent doivent être analysées avec prudence. Une différence notable a été signalée en Afrique du nord où la perte nette a chuté de 590 000 ha par an à seulement 41 000 ha par an. Cette baisse était essentiellement due à une forte réduction de la perte nette signalée par le Soudan, un pays où les récents efforts pour recueillir de nouvelles données sur les changements réels ont produit des chiffres beaucoup plus bas les estimations pour 1990-2000, basées sur des données plutôt dépassées. L'Afrique australe avait la plus forte perte nette au cours des 20 années écoulées, bien que le taux ait ralenti au cours des dernières années (Tableau 2).

Sous région	Superficie (1 000 ha)			Changement annuel (1 000 ha)	
	1990	2000	2010	1990–2000	2000–2010
Afrique centrale	268 214	261 455	254 854	-676	-660
Afrique de l'est	88 865	81 027	73 197	-784	-783
Afrique du nord	85 123	79 224	78 814	-590	-41
Afrique australe	215 447	204 879	194 320	-1 057	-1 056
Afrique de l'ouest	91 589	81 979	73 234	-961	-875
Total Afrique	749 238	708 564	674 419	-4 067	-3 414
Monde	4 168 399	4 085 063	4 032 905	-8 334	-5 216

Tableau 2: Superficie forestière en Afrique, 1990–2010

5. L'Afrique disposait également de vastes superficies de terres classées « autres terres boisées », avec une croissance éparse des arbres, trop clairsemés pour être qualifiés de forêt. La superficie totale était de plus de 350 millions d'hectares, correspondant à 31 pour cent de la superficie totale des autres terres boisées dans le monde.

6. La superficie totale des forêts plantées de l'Afrique était d'environ 15 millions d'hectares (2,3% de la superficie forestière totale), la plus grande zone se trouvant en Afrique du Nord. La superficie des forêts plantées a augmenté d'à peu près 2,5 millions d'hectares dans la région au cours des 10 dernières années. Le Soudan dispose de la plus grande superficie de forêts plantées, avec plus de 6 millions d'hectares dont des programmes de plantations gouvernementaux, privés et communautaires. L'Afrique du Sud avait presque 2 millions d'hectares de forêts plantées, dont près des trois quarts étaient des propriétés privées (producteurs collectifs et agriculteurs commerciaux individuels).

7. La région stocke environ 21 % du carbone global dans la biomasse forestière vivante et l'Afrique centrale abrite la plus grande quantité de carbone dans la biomasse forestière (Figure 1). À l'exception de l'Afrique du Nord, toutes les sous-régions ont connu un déclin des stocks de carbone dans la biomasse forestière entre 1990 et 2010 en raison de la perte de superficie forestière.

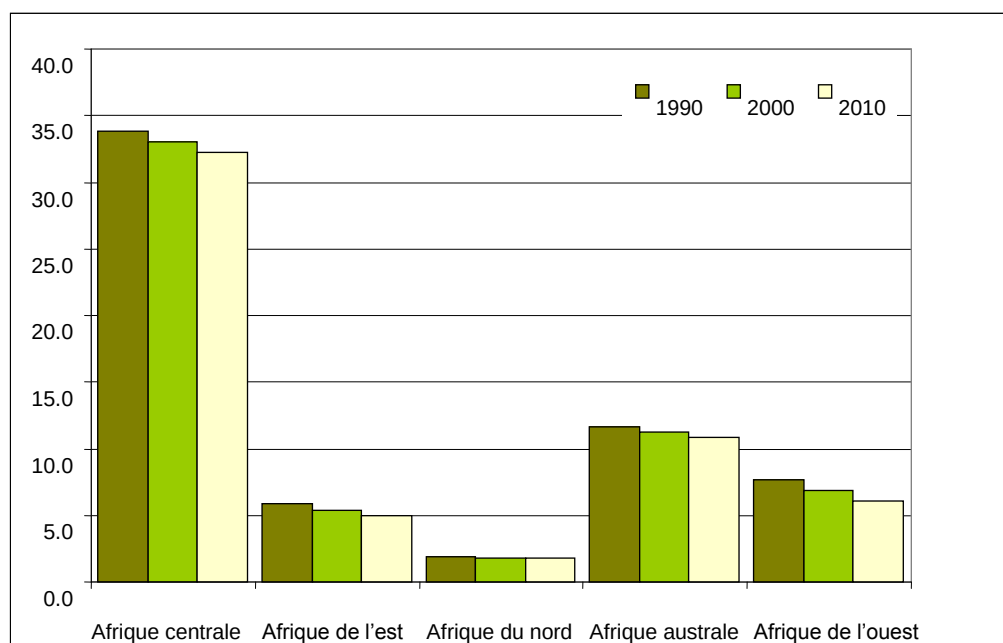


Figure 1: Stock de carbone dans la biomasse forestière en Afrique, 1990-2010 (Gt)

8. Selon les rapports, environ 10 pour cent de la superficie forestière totale dans la région est une forêt primaire. Il a été prouvé qu'un déclin global de la forêt primaire se produisait dans la région (Figure 2), les forêts primaires perdant près de 700 000 ha par an entre 1990 et 2000 et environ 570 000 ha par an sur la période de 2000-2010. Cette baisse a été en partie causée par la déforestation, l'altération des forêts en raison de l'exploitation forestière et d'autres interventions humaines. Le Gabon, le Soudan, la République du Congo, Madagascar et la République Centrafricaine disposent de la plus grande superficie de forêt primaire.

9. La plupart des pays dans la région ont enregistré une augmentation de la superficie forestière destinée à la conservation de la diversité biologique ou n'ont enregistré aucun changement lors des 20 dernières années. Depuis 1990, la superficie forestière initialement destinée à la conservation de la biodiversité a augmenté d'environ 5 millions d'hectares. Au niveau sous-régional il y a eu une augmentation notable durant la décennie écoulée, en particulier en raison des augmentations en Afrique centrale et de l'est. Cependant, l'Afrique australe a enregistré un changement négatif essentiellement en raison de la réduction de la superficie forestière signalée par le Mozambique. Environ 14 pour cent de la superficie forestière totale en Afrique était destinée à la conservation de la diversité biologique en 2010 (Figure 3).

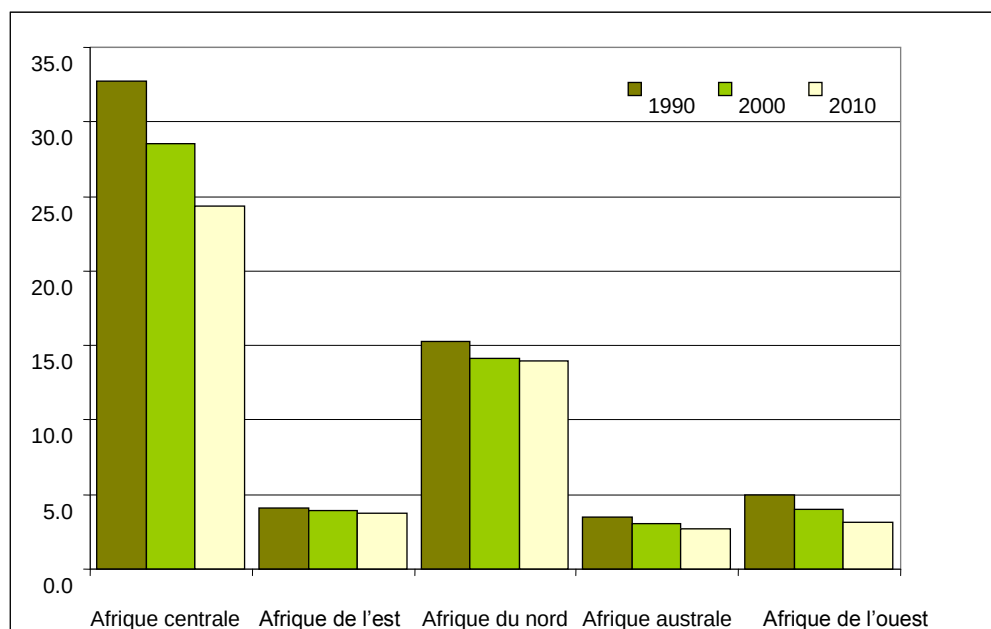


Figure 2: Superficie des forêts primaires en Afrique, 1990-2010 (millions d'ha.)

10. Seulement environ 3 % de la superficie forestière a été destinée à la protection du sol et de l'eau, alors qu'au niveau mondial, ce pourcentage est de 8%. La superficie forestière totale de l'Afrique destinée à la protection du sol et de l'eau a enregistré une perte nette de 0,9 millions d'hectares durant la décennie écoulée, alors qu'à l'échelle mondiale, cette superficie a augmenté de plus de 27 millions d'hectares durant la même période.

11. Trente pour cent des forêts de la région ont été essentiellement affectées à la production de produits ligneux et non ligneux. L'étendue des forêts affectées à la production a diminué en Afrique au cours des 20 dernières années.

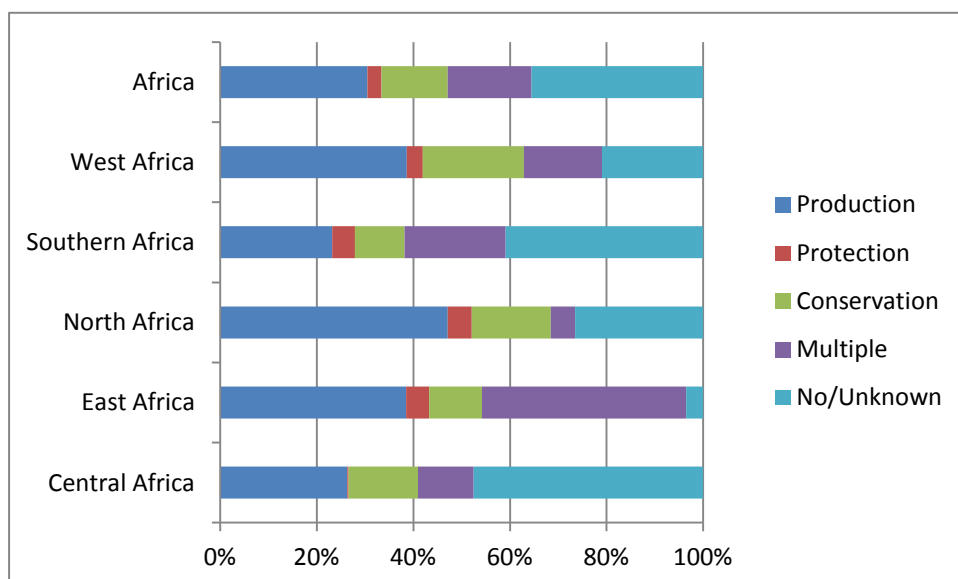


Figure 3: Désignation des forêts en Afrique en pourcentage, 2010

12. Seulement 10% des extractions de bois en Afrique ont été utilisées comme bois rond industriel, tandis que le reste a été utilisé comme bois de feu. Les extractions de bois en Afrique représentent 33 pour cent du total mondial pour le bois de feu et seulement 5 pour cent des extractions globales à des fins industrielles. Les extractions pour le bois de feu ont augmenté en proportion avec la population croissante

pour atteindre 8 millions de mètres cubes par an, et cela malgré le déclin de la superficie forestière affectée à la production de plus d'1 millions d'hectares depuis 1990. La plupart des augmentations des extractions de bois sont dues à la production accrue de bois de feu, en particulier en Afrique de l'ouest et du centre. Une grande partie de ces bois ont probablement été enlevés hors des forêts et certains provenaient probablement des forêts affectées à des utilisations multiples plutôt que des forêts affectées essentiellement à la production de bois.

13. La quasi-totalité des forêts en Afrique sont du domaine public. Les superficies appartenant à des privés ont légèrement diminué dans les années 90 pour ensuite augmenter durant la période de 2000-2005. Toutefois, les forêts privées représentent moins de 4 pour cent de la superficie forestière totale. Les communautés et populations indigènes détenaient la majorité des forêts privées en Afrique sub-saharienne.

14. La valeur des arbres abattus (bois de feu et bois rond industriel) s'est accrue dans la région, de 2,6 milliards \$EU en 1990 à environ 2,9 milliards \$EU en 2005. Cependant, la part de l'Afrique dans la valeur globale des arbres abattus demeure beaucoup plus basse que son potentiel réel. En 2005, la valeur des abattages pour le bois industriel dans la région a été estimée à seulement 11 pourcent de la valeur globale, alors que les abattages pour le bois de feu représentaient presque 50% de la valeur globale. En raison des informations insuffisantes sur cette variable, il est possible que ces valeurs aient été sous-estimées.

15. Au titre des plus importants produits forestiers non ligneux (PFNL) extraits des zones forestières africaines, figurent les exsudats, les produits alimentaires et les animaux vivants. Cependant, très peu d'informations ont été rapportées sur cette variable.

16. Selon les rapports, plus d'un demi million de personnes auraient été impliquées dans la production initiale de marchandises dans les forêts africaines.

17. La zone forestière couverte par un plan de gestion s'est rapidement étendue au cours des dix dernières années avec une augmentation nette de plus de 4 millions d'hectares par an. Le niveau des ressources humaines dans les institutions forestières publiques a diminué durant la période de 2000-2005 pour ensuite augmenter de nouveau entre 2005 et 2008. Le nombre de diplômés en foresterie a augmenté entre 2000 et 2005 pour ensuite se stabiliser. Plus de 60% de la superficie forestière dans la région ont été pris en compte par les programmes forestiers nationaux.

Capacités d'établissement des rapports de pays, disponibilité et qualité des données

18. Le taux de réponse de la région était assez bon et 52 rapports de pays ont été soumis à FRA 2010. Cinq études théoriques (couvrant moins de 2 pour cent de la superficie forestière de la région) ont été compilées par le Secrétariat de FRA pour les pays n'ayant fourni aucun rapport.

19. Durant le processus d'établissement des rapports, plusieurs pays ont rencontré des problèmes lors de la collecte des informations requises par FRA en raison des liens institutionnels faibles dans les cas où les institutions publiques et privées disposant d'une quantité importante de données et d'informations sur les ressources naturelles ne les ont pas partagées de manière appropriée. Certains pays ont signalé également les capacités inadéquates des institutions nationales impliquées dans la gestion des ressources naturelles, pour rassembler, analyser et conserver des informations exactes. Ces lacunes et le manque de temps et de ressources financières pour la collecte des données et la compilation des rapports de pays, ont constitué un goulot d'étranglement pour la plupart des correspondants nationaux.

20. La disponibilité des données pour certaines des variables les plus importantes des 17 tableaux des rapports, estimée être la somme de la superficie forestière des pays établissant des rapports sur une variable donnée, en pourcentage de la superficie forestière totale dans la région, est reproduite dans la Figure 4 ci-après.

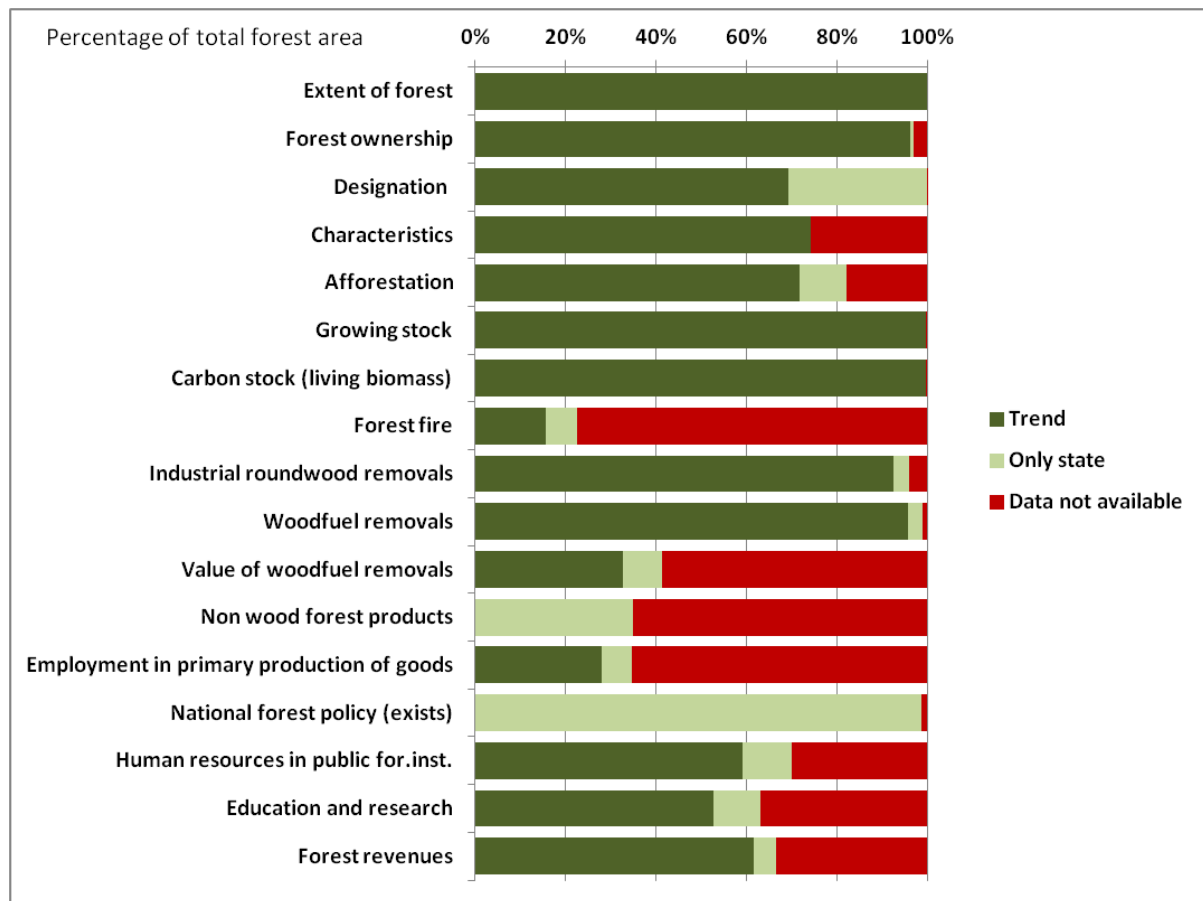


Figure 4 : Disponibilité des données pour l'Afrique

21. Les données sur les zones forestières étaient disponibles pour tous les pays, facilitant ainsi les estimations de la superficie forestière pour les quatre années de référence et l'analyse des tendances. Pour les variables restantes, la disponibilité des données était plus faible en termes d'état et de tendances pour 2010. Le bois sur pied ainsi que la biomasse et le carbone sont étroitement liés à la superficie forestière et même si l'analyse fournissait des résultats plutôt satisfaisants en termes d'estimations sur l'état et la tendance, la grande majorité des pays ne disposent que d'un seul chiffre de bois sur pied et pour ces pays, tout changement du bois sur pied ne fait que refléter le changement dans la superficie forestière.

22. Les informations sur les caractéristiques forestières, en particulier sur les forêts primaires, étaient très insuffisantes en Afrique centrale puisque le Cameroun et la République démocratique du Congo qui tous deux représentent 26 pour cent de la superficie forestière totale de la région, n'ont pas établi de rapport sur l'étendue des forêts primaires, ce qui implique une sous-estimation au niveau régional et des difficultés dans l'analyse des tendances d'une variable aussi importante. La faible disponibilité des données a été notée pour les feux de forêts et les perturbations forestières et aucune analyse des tendances n'a été effectuée. L'établissement des rapports était particulièrement insuffisant en Afrique centrale où les pays déclarants ne couvraient que 13 pour cent de la superficie forestière, alors que l'Afrique de l'est disposait d'une meilleure disponibilité des données avec la moitié des pays représentant 67% de la superficie forestière et faisant des rapports sur les forêts affectées par les feux.

23. L'état des informations sur les variables socio-économiques était faible et la disponibilité des données était particulièrement insuffisante concernant la valeur des extractions de bois et le niveau d'emploi. Alors que la disponibilité des informations sur le statut et les tendances du bois de feu était plutôt élevée, seulement 23 pays dans la Région Afrique, ne représentant que 32 pour cent de la superficie forestière africaine, étaient à même de faire des rapports sur la valeur du bois de feu. La disponibilité des données et la valeur des extractions de produits forestiers non ligneux étaient également insuffisantes pour l'ensemble de l'Afrique avec quelques différences entre les sous-régions. En Afrique de l'est et du nord, les pays déclarants représentaient plus de 90 pour cent de la superficie forestière alors qu'en Afrique australe, les pays déclarants représentaient seulement 5 pour cent de la superficie forestière. Les données sur

l'emploi étaient disponibles en Afrique de l'est et de l'ouest où les pays déclarants représentaient plus de 60 pour cent de la superficie forestière, alors qu'une faible disponibilité des données a été notée, surtout en Afrique du nord.

24. Il faut tenir compte du fait qu'une part importante de la production (bois de chauffe en particulier) et du traitement du bois (par exemple, le sciage de long, la production de charbon, et la collecte et la vente de PFNL) se déroule dans le secteur informel et n'a pas été évaluée de manière adéquate.

25. L'analyse de la qualité des données a montré que seulement 10 pays, représentant 15 pour cent de la superficie forestière de la région, utilisaient les données des Inventaires nationaux des forêts (l'année 2004 était l'année de référence moyenne) comme base pour leurs estimations des superficies forestières. Vingt sept pays, représentant plus des deux tiers de la superficie forestière de la région, ont basé leurs estimations sur la cartographie, y compris la télédétection et les photos aériennes, cependant l'analyse a révélé que les informations étaient plutôt dépassées (1996 était l'année de référence moyenne). Pour les pays représentant 20 pour cent de la superficie forestière restante, l'analyse de la disponibilité des données a révélé un bilan mitigé puisque certains d'entre eux ont utilisé une compilation d'inventaires sous-nationaux pour déduire les estimations nationales, alors que d'autres ont utilisé des statistiques dérivées de divers types de modélisation. Certains pays qui ne disposaient d'aucune donnée forestière de base, se sont appuyés sur les estimations des experts.

26. Concernant la disponibilité des données ou la déduction des estimations des tendances des superficies forestières, l'analyse a souligné qu'un seul pays pouvait se baser sur des données cohérentes au fil du temps, tirées d'un inventaire national des forêts, alors que 17 pour cent de la superficie forestière étaient représentés par les pays utilisant des études spéciales et la modélisation. Les pays représentant 55 pour cent de la superficie forestière de la région ont utilisé des évaluations indépendantes pour estimer le changement de la superficie forestière au fil du temps. Ils ont cependant rencontré des difficultés lors de la comparaison des diverses méthodologies et définitions de l'évaluation. Les pays utilisant les estimations des experts pour déduire les tendances, représentent presque un tiers de la superficie forestière, et parmi ceux-ci, les pays n'ayant rapporté aucun changement représentaient 5 pour cent de la superficie forestière de la région.

Appui de la FAO aux capacités des pays à élaborer des rapports

27. Les capacités d'établissement des rapports et la disponibilité et la qualité des données des pays, demeurent des préoccupations importantes et représentent donc des domaines qui pourraient être améliorés pour les évaluations futures. Le processus du FRA a amélioré les capacités d'établissement des rapports des pays par le biais de formations et d'observations sur les rapports nationaux et l'organisation d'ateliers régionaux de formation. Les documents de base tels que les Directives, Spécifications et les FAQ ont été développés et mis à la disposition des correspondants nationaux pour les aider à mieux comprendre le processus, la méthodologie et les définitions.

28. Un atelier mondial de formation a été organisé à Rome en 2008 pour présenter le processus d'établissement des rapports aux pays et discuter ensemble des variables et des exigences en matière d'établissement des rapports. En plus de cela, des ateliers régionaux de formation ont eu lieu tout au long de 2008 pour examiner les projets de rapports de pays et apporter une assistance et une orientation aux pays. Plus de 60 personnes ont participé aux 3 ateliers de formation organisés pour la Région Afrique. En outre, le processus de FRA a intensifié la collaboration avec d'autres organisations forestières, telles que l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) afin d'harmoniser les variables et l'établissement des rapports, ce qui a par ricochet, réduit la charge d'établissement des rapports pour les pays.

29. Malgré l'appui technique direct et l'orientation apportés aux pays à travers le processus d'établissement des rapports, certains d'entre eux ont été confrontés à de graves difficultés dans l'établissement des rapports simplement en raison du manque de données de base.

30. L'analyse des données a révélé que la disponibilité des données demeure un problème pour certaines variables telles que le bois sur pied et les indicateurs socio-économiques et de la biodiversité. Quant à la qualité des données, bien que plusieurs pays aient récemment effectué des inventaires nationaux des forêts afin d'améliorer les informations sur le statut de leurs forêts, la qualité des données demeure un

problème pour la majorité des pays et l'absence d'informations fiables sur les tendances est une préoccupation supplémentaire.

31. Le processus de FRA ne soutient pas les pays directement dans la production de données nouvelles et de meilleure qualité, mais met plutôt en évidence les lacunes dans les données, créant ainsi le besoin pour des informations de meilleure qualité. Pour régler le problème de la disponibilité et de la qualité des données, la FAO a développé un programme d'appui du Suivi et de l'évaluation des ressources forestières nationales (NFMA) afin de fournir une base pour l'analyse et la planification nationales, d'élargir la base des connaissances forestières dans un pays, et de renforcer les capacités nationales de surveillance de l'utilisation des terres et des tendances. Les résultats des efforts consentis au cours des dix dernières années sont visibles dans un nombre de rapports de pays ainsi que dans la Région Afrique. Le Cameroun et la Zambie ont déjà terminé leur projet NFMA alors qu'il est toujours en cours de préparation en Gambie, en Angola et en République démocratique du Congo.

32. Dans le cadre du processus d'établissement des rapports de FRA 2010, une enquête mondiale de télédétection est actuellement en cours de finalisation par la FAO afin d'obtenir des informations plus détaillées et comparables sur la dynamique du changement forestier aux niveaux mondial, régional, et du biome. Le projet a accompli des progrès importants avec la collecte et le traitement de plus de 13 000 échantillons d'imagerie Landsat et leur transformation en données de couverture terrestre pour faciliter leur accès et leur utilisation par les pays par le biais d'un site web. L'une des caractéristiques principales du projet a été le recrutement de plus de 120 experts nationaux dans la plupart des pays pour examiner les résultats lors de 16 ateliers organisés à travers le monde au cours des deux années écoulées. Les données sont actuellement analysées et certains des résultats principaux seront publiés par la FAO sur les changements de l'utilisation des terres forestières vers la fin de l'année 2011 et sur la dynamique du changement de la couverture forestière en 2012.

FRA: Perspectives futures

33. À la faveur de sa dernière session tenue en 2010, le Comité des forêts a recommandé à la FAO d'élaborer une stratégie à long terme pour FRA afin de promouvoir une évaluation des ressources forestières mondiales qui comble les besoins mondiaux à long terme.

34. Sur la base des leçons tirées des évaluations antérieures, la stratégie identifie les objectifs pour une période de 15 ans et les domaines nécessitant une amélioration continue (voir l'Annexe).

35. L'un des objectifs à long terme de la stratégie de FRA est de développer et renforcer les capacités des pays à améliorer les informations essentielles pour une gestion durable des forêts. La réalisation de cet objectif requiert une collaboration étroite des différentes unités au sein du Département des forêts, mais également avec les autres organisations forestières. À cette fin, la stratégie souligne l'importance du renforcement du réseau national correspondant. Des caractéristiques moins visibles telle que la mobilisation d'autres intervenants nationaux pour le processus national d'établissement des rapports et la mise en réseau sont vitaux pour les processus et résultats externes, visibles et officiels.

36. La stratégie met l'accent sur l'importance du partage des données entre les différentes organisations impliquées dans la collecte des informations forestières et l'importance d'améliorer la communication entre les divers points focaux dans les pays. Jusque là, la FAO a considérablement contribué à l'élaboration de définitions forestières communes et entend continuer à le faire à travers le programme FRA, en collaboration avec divers intervenants, y compris le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF).

37. La stratégie vise à faciliter le travail des correspondants nationaux en réduisant la charge d'établissement des rapports grâce à un équilibre entre la quantité des données recueillies, leur importance, leur valeur concrète et leur utilisation.

38. Tout en visant une collaboration intra-ministérielle accrue pour soutenir les pays dans la production d'informations nouvelles et de meilleure qualité, la stratégie prévoit l'utilisation des meilleurs outils et approches disponibles afin d'améliorer l'efficacité et l'exactitude de l'établissement des rapports et

l'utilisation des techniques de télédétection pour appuyer le processus national d'établissement des rapports.

39. Un système robuste d'établissement des rapports en ligne utilisant une technologie à la pointe sera produit et maintenu afin d'accroître l'efficacité des rapports de pays. Le système de rapports en ligne facilitera également la collecte d'informations auprès des diverses institutions et organisations nationales puisque plusieurs utilisateurs pourront y avoir accès.

40. La stratégie de FRA met l'accent particulièrement sur l'exactitude et le contrôle de la qualité des données et vise à améliorer la transparence et la traçabilité des rapports. Parce que les données proviennent de sources allant des récents inventaires forestiers nationaux aux opinions des experts, il est souvent difficile pour les lecteurs de discerner et comprendre la fiabilité des données. La stratégie recommande que FRA continue de développer des méthodes de collecte des données qui en identifient clairement la source et permettent aux utilisateurs de comprendre le niveau relatif de leur fiabilité. Il est nécessaire de formuler de meilleures questions sur le type de sources de données utilisées pour déduire des estimations importantes pour la superficie forestière et le bois sur pied, et l'établissement des rapports en ligne devrait également faciliter la vérification de l'exactitude des résultats finaux grâce à un processus guidé d'entrée des données.

41. L'intégration de la télédétection dans l'établissement des rapports nationaux sera une étape cruciale dans l'amélioration des capacités d'établissement des rapports dans plusieurs pays et la stratégie souligne que la FAO doit collaborer avec les pays en fonction des besoins, afin de soutenir l'utilisation des données de terrain et de télédétection pour les rapports internationaux.

42. La stratégie vise également à permettre à FRA de prévoir l'avenir et de développer des études de perspectives. Puisque la déforestation est essentiellement causée par la conversion des terres forestières à l'agriculture et au fur et à mesure que la population s'accroît, les pressions sur les zones de production alimentaire augmentent. Le FRA décrira et projettera ces pressions en utilisant d'autres sources de données pertinentes. Le FRA utilisera ces informations pour expliquer et prévoir les changements dans la superficie et la qualité forestières ainsi que l'utilisation des forêts pour l'approvisionnement en bois, complétant ainsi les données historiques avec une vue prospective des ressources forestières.

ANNEX

Préparation d'une stratégie à long terme pour le programme d'évaluation des ressources forestières mondiales

Appui à la gestion durable des forêts à travers les évaluations des ressources forestières mondiales : Stratégie à long terme 2012-2030

Résumé

Les évaluations des ressources forestières effectuées par la FAO tous les 5 à 10 ans, ont évolué au fil des ans pour prendre en compte les besoins changeants en matière d'informations. La 20^{ème} Session du Comité des forêts a demandé à la FAO de préparer une stratégie à long terme pour un processus d'évaluation des ressources forestières mondiales adapté à un financement durable. Le présent document présente un projet de stratégie et explique les objectifs, activités et résultats pour la période 2012-2030. Dans le cadre de cette stratégie, le document détermine : Comment utiliser les points forts du processus actuel ; les améliorations continues nécessaires pour combler les besoins mondiaux ; les opportunités de développement de partenariats réussis ; des approches de communication et de diffusion améliorées et les besoins en ressources.

I. Introduction

1. Depuis son établissement en 1945¹, la FAO a coordonné les évaluations des ressources forestières mondiales environ tous les cinq à dix ans. Le mandat de ces évaluations figure dans la Constitution de l'Organisation et stipule que la "FAO réunit, analyse, interprète et diffuse tous les renseignements relatifs à la nutrition, à l'alimentation et à l'agriculture. Dans cette Constitution, le terme 'agriculture' et ses dérivés inclut les pêches, les produits marins, la foresterie et les produits forestiers primaires". (Article 1, Fonctions de l'Organisation, Paragraphe 1).

2. La portée et le contenu des évaluations globales ont évolué au fil du temps pour répondre aux besoins changeants en matière d'informations. La principale préoccupation déterminant la première évaluation menée par la FAO a été bien exprimée dans la première phrase de son rapport : "Le monde entier souffre de pénuries de produits forestiers" (FAO, 1948). Les études des tendances de l'approvisionnement en bois ont dominé les évaluations jusque dans les années 1960. À partir des années 1970, les dimensions environnementales des ressources forestières étaient mises en exergue à travers l'évaluation des ressources forestières mondiales de 1990 (FRA 1990), en particulier le taux de déforestation. FRA 2000 a été conçu pour couvrir une gamme plus large d'avantages et de fonctions forestières, mais des manques graves d'informations ont rendu l'établissement de rapports sur les principales tendances difficile. En outre, les utilisateurs et les media semblent toujours essentiellement intéressés par la superficie forestière et le changement de superficie², un point de vue récurrent dans les enquêtes et évaluations des utilisateurs associés à FRA 2005 et 2010.

3. Suite à une évaluation de FRA 2005, la cinquième réunion des experts sur les Évaluations des ressources forestières mondiales tenue à Kotka en Finlande en 2006 (Kotka V), a recommandé que le processus de FRA continue d'utiliser le concept de la gestion durable des forêts (GDF) comme cadre d'établissement des rapports et que FRA couvre les sept éléments thématiques généralement acceptés :

- (a) Étendue des ressources forestières;
- (b) Diversité biologique;
- (c) Santé et vitalité des forêts;

¹ Les années de rapport étaient les suivantes : 1946-1948, 1953, 1958, 1963, mi-1970 (évaluations régionales), 1980, 1988, 1990, 1995, 2000 et 2010.

² Holmgren, P. et R. Persson. 2002.

- (d) Fonction productive et ressources forestières;
- (e) Fonctions de protection des ressources forestières;
- (f) Fonctions socio-économiques;
- (g) Cadre juridique, politique et institutionnel.

4. Durant sa dix-huitième session (2007), le Comité des forêts de la FAO (COFO) a approuvé les recommandations ci-dessus et demandé à la FAO de poursuivre sa collaboration avec les États Membres, les membres du PCF et les partenaires régionaux, y compris la Commission économique des Nations unies pour l'Europe (UNECE), le Forum des Nations unies sur les forêts et les critères régionaux et le processus d'indicateur de GDF, dans le domaine des évaluations des ressources forestières.

5. Afin de promouvoir une évaluation des ressources forestières en phase avec les besoins mondiaux à long terme, le Comité des forêts (COFO) a demandé à la FAO, lors de sa vingtième session (2010), de préparer une stratégie à long terme pour le programme de FRA, conforme aux perspectives de financement durable. Ladite stratégie est formulée en réponse à cette requête.

II. Contexte

6. Les ressources forestières sont constamment sous pression pour pourvoir des produits forestiers utiles, des services environnementaux, l'habitat pour la faune sauvage, les divertissements et les opportunités de moyens d'existence. Plusieurs de ces demandes sont en conflit les unes avec les autres. Par exemple, la nécessité de convertir les terres boisées à la production agricole dans certains pays en raison de la demande accrue pour l'alimentation et le combustible, pourrait constituer une menace pour l'utilisation des forêts naturelles comme puits à carbone. Les demandes contradictoires augmentent avec la population, les niveaux des revenus et les taux de consommation de bois et d'aliments augmentent alors que la superficie de la forêt naturelle continue de baisser.

7. C'est dans ce contexte que l'évaluation des ressources forestières mondiales (FRA) vise à décrire la superficie forestière, les changements dans les forêts et certaines fonctions des forêts. En dernière analyse, ces évaluations tentent d'appuyer l'application étendue de la gestion durable des forêts, le domaine forestier permanent et l'appui au secteur forestier en fournissant des informations fiables sur les forêts mondiales. L'utilisation des forêts pour contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre à travers des mécanismes tels que REDD+ souligne l'importance de comprendre le changement d'affectation des terres, y compris des changements nets dans les stocks de carbone des forêts mondiales.

8. Le rôle précis du FRA dans l'augmentation de la superficie et de la qualité des forêts gérées de manière durable, n'a pas toujours été clairement défini, toutefois, ce rôle est essentiel pour que l'évaluation puisse cibler les utilisateurs qui contribuent à surmonter les défis de la gestion forestière au 21^{ème} siècle. FRA doit également être en mesure de s'adapter pour répondre aux différents besoins des utilisateurs des données des forêts mondiales que sont les gouvernements, les organisations non-gouvernementales, les media, les agences intergouvernementales, les universités, les institutions de recherche et le secteur privé. Pouvoir comprendre et satisfaire ces divers besoins des clients est un défi continu et un élément important de cette stratégie.

9. Au cours de la période de cette stratégie (2012-2030), le contexte des forêts globales inclura probablement les changements suivants :

- (a) Une augmentation de la population humaine d'environ 7,1 milliards en 2012 à environ 8,3 milliards en 2030 ;
- (b) Une augmentation de la demande annuelle de céréales d'environ 2,2 milliards de tonnes en 2012 à environ 2,7 milliards de tonnes en 2030 ;
- (c) Une augmentation de la demande annuelle du bois rond industriel d'environ 465 millions de mètres cube à environ 594 millions de mètres cubes en 2030 ;
- (d) Plus de 65 millions d'hectares de terres actuellement dans les forêts seront défrichées à des fins agricoles entre 2012 et 2030.

10. La Stratégie tente de définir un cheminement pour que FRA suive et aide les utilisateurs à comprendre comment les forêts ont changé et changeront en réponse aux demandes en bois de sciage.

III. Appui au cadre stratégique de la FAO

11. Le cadre stratégique de la FAO (2009-2013) place FRA sous l'objectif stratégique E : Gestion durable des forêts et des arbres. En particulier, FRA contribue au résultat opérationnel E1– *Les politiques et pratiques affectant les forêts et la foresterie sont fondées sur des informations opportunes et fiables*. La FAO réalise ce mandat en partenariat étroit avec d'autres organisations internationales, institutions nationales et organisations non gouvernementales.

12. La stratégie de la FAO pour les forêts et la foresterie adoptée par COFO 2009, note que "la prise de décision dans l'ensemble des secteurs est éclairée, mieux coordonnée, transparente et participative, permettant une action efficace tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du secteur forestier. Les décisions en matière de forêt sont fondées sur des renseignements exacts et en temps voulu, des approches interdisciplinaires et la participation des intervenants à tous les niveaux." Cette stratégie note aussi que le Département des forêts de la FAO doit offrir des perspectives à long terme et l'orientation pour le suivi et l'évaluation des tendances des ressources et services forestiers et la production, la consommation et le commerce des produits forestiers.

13. La mission du programme d'évaluation des ressources forestières mondiales de la FAO consiste à fournir à la communauté mondiale des informations fiables pour décrire les forêts du monde et leur évolution au fil du temps.

IV. Buts, objectifs et résultats

14. En appui à cette mission, les objectifs à *long terme* de l'évaluation des ressources forestières mondiales, sont les suivants :

- (a) Aider les pays et la communauté mondiale en pourvoyant des informations pertinentes, en temps voulu, pratiques, fiables et utiles pour contribuer à l'examen des politiques, à la promotion de la coopération multilatérale et générer des investissements appropriés pour la gestion durable des ressources forestières ;
- (b) Aider la coopération internationale dans l'harmonisation et le partage des informations multinationales sur les ressources forestières dans des formats communs ;

15. Les objectifs immédiats pour l'évaluation des ressources forestières mondiales (débutant avec FRA 2015) incluront les responsabilités suivantes :

- (a) Effectuer une évaluation des ressources forestières (y compris des informations sur les produits et services offerts par les forêts) à l'échelle mondiale tous les cinq ans.
- (b) Estimer les changements dans les forêts et leurs utilisations qui ont eu lieu depuis la dernière évaluation ;
- (c) Fournir des informations et l'analyse aidant à comprendre les raisons et les effets du changement, y compris les facteurs déterminants à l'extérieur du secteur forestier ;
- (d). Produire une étude sur les tendances et les perspectives d'utilisation des forêts pour l'approvisionnement en bois ;
- (e) Diffuser les résultats, les bases de données et les méthodologies aux institutions nationales et internationales intéressées, au grand public, aux universités, aux ONG et au secteur privé.

16. Ensuite, ces objectifs seront atteints grâce aux types d'activités suivants :

- (a) Processus d'établissement des rapports de pays. Compiler, analyser et établir des rapports sur l'état et le changement des ressources forestières mondiales sur la base des données disponibles au niveau national à travers un réseau de correspondants nationaux désignés officiellement.

- (b) La télédétection en appui à l'évaluation et à la signalisation des ressources forestières nationales. Des rapports nationaux intégrant la télédétection apportent une valeur ajoutée pour les pays et la communauté globale – FRA en collaboration avec d'autres unités dans le Département, coopéreront avec les pays, selon les besoins, pour soutenir l'utilisation de données de terrain et télédétections pour l'établissement des rapports internationaux.
 - (c) Harmonisation des rapports. Les charges d'établissement des rapports forestiers sont importants et en augmentation. Dès lors, FRA doit coopérer avec les pays et les partenaires afin d'harmoniser si possible, et simplifier les mécanismes d'établissement des rapports.
 - (d) Renforcement des capacités nationales. Développer et renforcer les capacités des pays à améliorer les informations essentielles pour la gestion durable des forêts en collaboration avec d'autres unités au sein du département.
 - (e) Adapter les méthodologies et les variables spécifiques aux besoins changeants des pays membres et des processus internationaux.
 - (f) Disponibilité et diffusion des données. Adapter la disponibilité des données, des outils d'analyse et des approches de diffusion aux besoins des principaux groupes d'utilisateurs de FRA.
17. Les résultats attendus de cette stratégie incluent :
- (a) La pertinence des utilisateurs augmentera à la suite des évaluations périodiques des besoins ;
 - (b) La qualité et la fiabilité des données s'amélioreront ;
 - (c) La charge de la collecte des données et de l'établissement des rapports s'en trouvera réduite ;
 - (d) Les priorités principales à long terme seront identifiées ;
 - (e) L'utilisation de la télédétection pour les rapports nationaux sera améliorée ;
 - (f) Les prévisions des superficies forestières mondiales futures et l'utilisation des forêts pour l'approvisionnement en bois seront produites ;
 - (g) Les résultats analytiques seront adaptés aux besoins des utilisateurs.

V. Consolider les forces

18. Les évaluations précédentes ont posé un fondement solide. Les enquêtes et évaluations auprès des utilisateurs ont mentionné un nombre de messages clés depuis 2002 :
- (a) **Publication phare et appropriation nationale.** Compte tenu de sa longue histoire et tradition, le Rapport principal de FRA est reconnu comme publication phare du Département des forêts de la FAO, un bien public mondial d'intérêt international. L'appropriation des *produits de FRA* (le rapport principal de FRA, les Conclusions principales et les Rapports de pays), le *processus* même à travers la participation des Correspondants nationaux et les *données* utilisées comme contributions aux processus politiques internationaux, ont été essentiels au succès de FRA et doivent demeurer les mêmes à l'avenir.
 - (b) **Crédibilité et qualité du processus de traitement des données.** Un message important au fil du temps a été que la crédibilité et la qualité des données ne doivent pas être compromises et qu'il existe un équilibre délicat entre la quantité et la qualité des données de FRA. Il est nécessaire de prévenir une surcharge supplémentaire des fournisseurs des données et informations nationales (Correspondants nationaux) en améliorant la quantité des données au détriment de l'assurance de la qualité des données. Cet équilibre doit jouer un rôle important dans chaque plan d'évaluation spécifique afin d'assurer que la qualité des données est aussi élevée que possible et que les suggestions pour des données supplémentaires sont soigneusement examinées pour garantir qu'elles n'augmentent pas la charge nette des rapports.
 - (c) **Renforcement des capacités nationales et le Réseau NC.** Des caractéristiques moins visibles telles que la mobilisation d'autres intervenants nationaux pour le processus d'établissement des rapports nationaux et la mise en réseau sont vitales en plus des processus et résultats visibles et formels. Au fur et à mesure que les efforts de suivi du mécanisme REDD+ sont de mieux en mieux

définis et appliqués, il sera crucial pour les FRA à venir de s'adapter tant aux besoins en données qu'à la disponibilité des données pour ce processus potentiellement important.

- (d) **Diffusion nationale.** Le besoin de diffuser activement les produits d'informations et les données au niveau national et à divers groupes d'utilisateurs est très important pour que les résultats soient utilisés pour contribuer à une prise de décision plus éclairée. L'exploitation de l'utilisation des résultats signifie qu'un effort continu est nécessaire pour assurer que les utilisateurs peuvent *facilement* accéder, analyser et utiliser les éléments des données de FRA qui sont d'une plus grande utilité pour eux. Une disponibilité plus interactive et plus flexible des données permettrait aux divers groupes d'utilisateurs d'utiliser la base de données de différentes manières.
- (e) **Fréquence des rapports et focus géographique.** L'expérience passée en ce qui concerne les divers intervalles de rapports et de focus géographiques ont suggéré que les évaluations futures doivent être produites à une fréquence prévisible, c'est-à-dire tous les cinq ans. Il est également clair que la continuité des variables clés sur la superficie et les changements forestiers doit être maintenue pour qu'une évaluation du changement à long terme puisse être raisonnablement estimée. De même, un focus global a été recherché de manière consistante par les examens et les utilisateurs.

VI. Amélioration continue pour satisfaire les besoins mondiaux

19. La production et les rapports sur les évaluations des ressources forestières mondiales présentent des défis importants parmi lesquels : des définitions et des normes de mesures internationales en changement constant, des niveaux divers de ressources nationales consacrées aux rapports, et une liste sans cesse plus longue de besoins en informations. La FAO et ses partenaires tentent de mettre en œuvre une stratégie à long terme basée sur l'amélioration continue. La stratégie prévoit l'utilisation des meilleurs outils et approches disponibles pour améliorer l'efficacité et l'exactitude des rapports, utilisant au mieux la télédétection dans les rapports de pays et l'accès amélioré aux données destinées aux principaux intervenants/utilisateurs des données de FRA. Cela doit être fait de façon à permettre aux futurs rapports de FRA d'être généralement aussi compatibles que possible au fil du temps, pour permettre aux utilisateurs de mieux comprendre les tendances de l'étendue, des caractéristiques et des utilisations des forêts.

20. Alors que les pressions globales sur les terres forestières augmentent, le besoin de données de haute qualité de FRA augmentera également. D'où la nécessité et l'opportunité de rechercher une amélioration continue. La stratégie à long terme consistera à obtenir une amélioration continue dans les domaines suivants :

- (a) **Contribuer par-dessus tout à améliorer la qualité des rapports de pays.** Les rapports aux organismes internationaux sont souvent considérés comme une exigence à satisfaire avec des niveaux divers d'importance locale. L'appropriation nationale des données soumises à FRA s'est considérablement améliorée au fil des ans et la FAO continuera de collaborer avec les pays afin de maximiser l'utilité de ces données pour l'utilisation par les pays. L'identification des besoins en données hautement prioritaires qui est une priorité nationale commune, sera cruciale pour les évaluations futures et révélera également les écarts de données à combler avec les nouveaux inventaires forestiers nationaux qui sont vitaux pour la planification et la gestion forestière.
- (b) **Charge d'établissement des rapports réduite.** Les demandes de rapports supplémentaires proviennent de sources variées, mais le plus souvent elles finissent pas augmenter la charge de travail des équipes chargées de rédiger les rapports. Afin d'améliorer de façon continue la qualité des données, il sera important de gérer la quantité des données recueillies pour assurer la faisabilité, l'importance et l'application des données recueillies. Un système robuste de rapport en ligne utilisant la technologie actuelle sera produit et maintenu en vue d'accroître l'efficacité des rapports de pays.
- (c) **Comprendre et traiter les besoins spécifiques des clients.** Le processus de FRA doit mesurer, comprendre et traiter les besoins spécifiques des clients au fil de leur évolution afin d'assurer que les données recueillies sont aussi utilisables que possible. Cela doit inclure la participation de divers utilisateurs tels que les media, le grand public, le secteur privé, les Conventions des Nations unies relatives aux forêts, les universités, les gouvernements et les ONG. En raison de la diversité

des utilisateurs, il sera important d'organiser des études d'audience périodiques pour comprendre la gamme des groupes d'utilisateurs et comment les évaluations futures peuvent être plus utiles pour chacun d'eux.

- (d) **Améliorer l'accès en ligne et la convivialité des données de FRA.** Il est vital de maintenir un portail en ligne à jour à l'aide des technologies actuelles pour faciliter l'accès futur et l'utilisation pour les utilisateurs de FRA. En plus d'être au goût du jour en matière de technologies en ligne, le processus de FRA doit mesurer, comprendre et traiter les besoins spécifiques des clients au fil de leur évolution afin d'assurer que les données sont utilisables au maximum. En même temps, une alternative sera mise à la disposition des pays qui n'ont pas un accès fiable à l'Internet ou qui souhaitent présenter leurs rapports sous forme de tableaux ou sur papier, afin d'assurer que tous les pays disposent d'un moyen d'établir leurs rapports effectivement.
- (e) **Exactitude et contrôle de la qualité des données.** La difficulté de recueillir des données d'une qualité avérée a été reconnue depuis 1948³ et depuis lors, chaque évaluation a tenté d'améliorer la qualité des données. Pouvoir identifier des moyens d'établir des rapports pertinents et utilisables au niveau national en premier lieu, avec les rapports mondiaux comme avantage secondaire, est une illustration de comment assurer que ceux qui produisent les données utilisées par le programme FRA profitent autant que possible de leur temps de travail investi. Cela accroît les incitations pour assurer que les sources de données sont identifiées et que la qualité est aussi haute que possible. L'intégration de la télédétection et les rapports nationaux par les pays dans le cadre de leurs processus d'analyse et d'établissement de rapports seront une étape cruciale pour aider à améliorer les rapports pour la plupart des pays.
- (f) **Prévision de l'avenir.** Manifestement, les forêts fournissent une gamme variée de produits et services et l'une des principales raisons d'être du programme FRA était la description du rapport entre les forêts et l'approvisionnement en bois. Cet objectif est important dans un monde où la population humaine continue de s'accroître, la demande pour l'utilisation des terres à des fins agricoles et urbaines s'accroît, et la demande de produits en bois et en papier par habitant est prévue augmenter, cependant que la zone des forêts de production décroît dans la plupart des pays. L'utilisation des données de FRA pour projeter les approvisionnements futurs et décrire d'où ce bois pourrait provenir est d'une importance vitale tout comme l'est la projection de la superficie forestière future, y compris les aires réservées à la conservation forestière.
- (g) **Comprendre le changement forestier dans le contexte des pressions sur les terres.** L'essentiel de la déforestation est causé par la conversion des terres forestières à l'agriculture et au fur et à mesure que les populations augmentent, les pressions pour la création de zones de production alimentaire augmentent. FRA doit décrire et projeter ces pressions à l'aide d'autres sources de données pertinentes et utiliser ces informations pour expliquer et prévoir les changements dans la superficie et la qualité des forêts, ainsi que l'utilisation des forêts à des fins d'approvisionnement en bois.
- (h) **Identification des niveaux relatifs de confiance** dans les valeurs déclarées. Parce que les données proviennent de sources allant d'inventaires forestiers nationaux aux opinions d'experts, il est souvent difficile pour les lecteurs de savoir et comprendre la fiabilité des données. FRA doit continuer à formuler des méthodes de collecte de données qui identifient clairement la source et mettent ces informations à la disposition des utilisateurs de FRA pour leur permettre de comprendre le niveau relatif de confiance que celles-ci doivent posséder.
- (i) **Faciliter des niveaux accrus d'harmonisation des définitions forestières.** La FAO a considérablement contribué aux définitions et besoins forestiers communs et doit continuer à le faire à travers le programme FRA, en coopération avec les divers intervenants, y compris le Partenariat de collaboration sur les forêts (PCF).
- (j) **Les Études thématiques** peuvent être utiles dans l'analyse de problèmes de suivi particulièrement difficiles où les informations quantitatives limitées, l'absence de méthodologie d'évaluation commune et agréée, ou des informations détaillées insuffisantes, et peuvent en tant que telles, être

³ "Toutes ces enquêtes ont considérablement augmenté notre savoir, cependant elles ont toutes rencontré certaines difficultés fondamentales ..." Rapport de la FAO sur les Ressources forestières mondiales, 1948

des outils importants pour l'amélioration continue des évaluations. Ces études pourraient inclure les analyses qui aident à affiner les questions et la sélection des variables pour les FRA futures ou pour préparer les documents de base pour des sujets d'une importance critique. Cependant, cet outil peut également devenir une distraction qui détourne les ressources vers des problèmes qui ne peuvent être traités de manière effective par le programme de FRA. Les futures études thématiques doivent être menées lorsqu'il existe une opportunité raisonnable qu'elles puissent améliorer les méthodes et approches d'évaluation et compléter FRA, et que les ressources suffisantes seront obtenues pour les organiser.

VII. Partenariats

21. FRA a toujours été basé sur le partenariat et doit continuer de l'être à l'avenir. Le partenariat avec les pays, les organisations intergouvernementales, les programmes nationaux, les correspondants nationaux et les agences de développement et de recherche, a été crucial pour les succès passés de FRA et cela doit demeurer ainsi. Cette section traite spécifiquement des partenariats pour la collecte, l'analyse et la présentation des données à l'inverse des utilisateurs des données et analyses. Il est prévu que les partenariats entre les collecteurs/fournisseurs internationaux de données s'accroissent au fur et à mesure que les demandes d'informations forestières continuent d'augmenter. Les décisions futures en matière de partenariat devront établir un équilibre entre les exigences de nouveaux partenaires potentiels et les capacités du personnel de FRA.
22. Les actions spécifiques liées aux partenariats comprennent :
 - (a) Les départements nationaux des forêts sont essentiels à la réussite du programme de FRA en tant que mécanisme crédible d'établissement des rapports. FRA continuera de travailler par le biais d'un réseau de correspondants nationaux pour renforcer l'utilité et la qualité des rapports pour les besoins de la planification/des rapports forestiers nationaux et des rapports internationaux. Une marque de succès pour FRA sera l'appropriation accrue du processus et la qualité des données par les correspondants nationaux et leurs gouvernements. Cela nécessitera de prêter une attention particulière à la collaboration avec les correspondants nationaux de manière à encourager leurs contributions qui sont souvent apportées en sus de leurs activités normatives.
 - (b) Une coopération à faible main-d'œuvre avec les principales organisations partenaires, tant mondiales que régionales, pour réduire la charge d'établissement de rapports des pays tout en améliorant l'efficacité, la consistance et la qualité des données. Par exemple, la collaboration avec l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et l'Observatoire des forêts d'Afrique centrale (OFAC) pour des approches communes de collecte de données, réduira les charges de rapports des pays, augmentera l'efficacité de chacune des organisations déclarantes et favorisera une plus grande consistance et un meilleur contrôle de la qualité des valeurs rapportées.
 - (c) Coopération continue avec l'UNECE et Forest Europe sur l'évaluation régulière de l'état des forêts dans la région pan-européenne et FRA.
 - (d) Maintenir un partenariat mutuellement favorable et un partenariat professionnel stratégique avec le Centre commun de recherche de la Commission européenne (JRC) est vital pour garantir une connection à l'expertise de classe mondiale en matière de télédétection avec un intérêt institutionnel à long terme dans la cartographie du couvert forestier pour les tropiques et l'Europe.
 - (e) Partenariats internes de la FAO. En raison du fait que l'évaluation et le suivi des forêts existent que responsabilités dans plusieurs des unités de la FAO, il est vital que cette forme de partenariat soit également maintenue et renforcée au fil du temps. Assurer que les réactions et les lacunes des analyses de FRA alimentent les autres unités chargées des forêts et de l'utilisation des terres au sein de la FAO, afin de contribuer à identifier et établir les actions prioritaires futures.
 - (f) Partenariats des donateurs. L'appui extra-budgétaire demeurera vital pour le succès du programme de FRA, dès lors, une communication et un partenariat étroits avec les principaux donateurs assureront que les résultats de l'évaluation sont utilisés dans les programmes/projets financés par les donateurs et amélioreront la continuité du financement qui est un facteur déterminant de la mise en œuvre de cette stratégie à long terme. Ce partenariat doit fournir aux contributions des donateurs une visibilité adéquate qui traduit l'importance de ces contributions.

VIII. Communication et diffusion

23. Les technologies de la communication évoluent rapidement et il est essentiel que les communications et la diffusion de FRA suivent cette évolution afin d'améliorer l'accès aux données pour ceux qui ont un bon accès aux services d'Internet à large bande et pour ceux qui ont un accès limité ou pas d'accès à l'Internet. Traditionnellement, les communications ont été essentiellement considérées comme un flot à sens unique – la dissémination des résultats de FRA aux utilisateurs. La dépendance accrue des utilisateurs envers des informations accessibles sur l'Internet continueront cependant d'accroître les attentes pour des informations à jour adaptées aux besoins des utilisateurs.

24. Il est supposé que la tendance à moins dépendre des versions sur papier des résultats de FRA continuera comme résultat, alors que les versions sur papier du Rapport principal et les résultats principaux continueront d'être nécessaires, la préoccupation principale sera de préparer les versions en ligne qui comblent les attentes futures.

25. La stratégie de communication et de diffusion à long terme souligne les éléments clés suivants :

- (a) Valorisation de la marque ;
- (b) Accès en ligne aux données attrayant, facile à utiliser, y compris les analyses sélectionnées par les utilisateurs, les graphiques et les rapports ;
- (c) Réaction des utilisateurs ;
- (d) Nombre limité de produits en ligne adaptés destinés à des groupes spécifiques.

26. **Image de marque.** FRA est largement reconnu parmi certains groupes d'utilisateurs comme une source d'informations forestières mondiales, mais n'a pas toujours été bien établi comme la meilleure source pour les utilisateurs clés, souvent pour des raisons de qualité des données qui échappaient au contrôle de la FAO. Le renforcement de l'image de marque de FRA est importante pour que les utilisateurs puissent facilement l'identifier comme une source crédible d'informations forestières mondiales. La crédibilité est essentielle pour la valeur des produits de FRA et une part importante de la stratégie à long terme de FRA consistera à renforcer l'image de marque de FRA de manière à accroître tant sa crédibilité que sa visibilité en tant que première source d'informations globales sur les forêts. Cet effort doit reconnaître les limites pratiques en matière de ressources et de capacités disponibles dans les pays en développement pour assurer que la portée de la collecte des données correspond à ces contraintes. Des données d'une qualité douteuse portent préjudice à l'image de marque de FRA et ont une incidence négative sur les sources de données des pays, dès lors, le renforcement de la qualité des données est crucial pour garantir une amélioration constante de l'image de marque de FRA.

27. *Amélioration de l'accès en ligne.* Le pouvoir de la base de données de FRA existe uniquement lorsque les données sont accessibles et aisément utilisables. Il est prévu que l'évolution rapide des outils en ligne pour l'affichage et l'analyse des ensembles complexes de données, se poursuive au delà de l'existence de cette stratégie, et il est essentiel pour le programme de FRA d'utiliser des outils modernes qui attirent les utilisateurs vers les ensembles de données. Si les données de FRA doivent être recherchées par un public de plus en plus large, elles doivent être présentées sous un format courant et intuitif. Au fil de l'existence de cette stratégie, les outils de communication connaîtront une évolution que la plupart des gens ne peuvent imaginer actuellement, il sera alors important pour les résultats de FRA d'être présentés à l'aide des meilleures technologies disponibles, tout en offrant des options adaptées aux utilisateurs n'ayant pas accès à ces technologies.

28. *Sollicitation et utilisation des réactions des clients.* Bien qu'il soit manifeste que les données de FRA ont plusieurs utilisateurs, il est également clair que l'étendue relative de l'utilisation par différents groupes utilisant l'évaluation n'est pas bien comprise. Ainsi, la planification des évaluations passées n'avait pas identifié les utilisateurs les plus importants – bien que les catégories d'utilisateurs aient été bien connues. Il sera important pour chaque cycle de rapport de produire/mettre à jour la compréhension de l'identité des utilisateurs des données de FRA et leurs objectifs. Cela garantira que les planifications futures ne sont pas nécessairement dominées par les utilisateurs les plus 'bavards' ou les mieux nantis en matière de ressources, mais aussi que les autres groupes d'utilisateurs moins visibles ont une voix.

29. *Produits personnalisés.* Aider les utilisateurs à avoir accès à ce qu'ils veulent savoir, est un moyen relativement facile de communiquer. Alors que le Rapport principal et les Résultats principaux ont

manifestement une place pour un large éventail d'utilisateurs, FRA doit également être en mesure de répondre à des besoins spécifiques par le biais de brefs résumés visant des publics spécifiques. La communication en ligne offre de nombreuses possibilités de s'assurer que les utilisateurs peuvent accéder facilement aux informations grâce à des formats de rapport qu'ils définissent eux-mêmes.

Ressources

30. La portée des évaluations des ressources forestières mondiales a considérablement augmenté au fil des ans (ex. le nombre de variables a doublé rien qu'au cours des cinq dernières années) à une époque où les ressources financières pour procéder à l'évaluation n'ont pas suivi ce rythme. Cette stratégie présuppose que la FAO continuera d'appuyer les activités principales de FRA et d'en être le fondement financier et que ce soutien continuera de se développer dans la mesure où les forêts et leurs nombreuses valeurs seront de plus en plus menacées. Cependant, la réalisation des buts/objectifs immédiats énumérés dans le présent document dépend dans une large mesure de la volonté des pays et autres partenaires à financer, fournir des contributions en nature, et collaborer avec les processus de FRA.

31. Cela veut également dire qu'il est nécessaire de rendre le processus aussi efficace que possible, reconnaissant qu'il est probablement impossible de satisfaire tous les intérêts de l'ensemble des utilisateurs de FRA. L'utilisation stratégique des ressources disponibles impliquera la gestion du niveau d'effort pour la réduction de la charge d'établissement des rapports et la simplification du processus d'établissement des rapports avec les partenaires de la collecte des données. Une attention accrue sur les variables clés et la volonté d'exclure les demandes d'informations qui mettent à rude épreuve les capacités de rapport des pays et de traitement de la FAO, contribuera à améliorer l'efficacité, quoiqu'au prix de lacunes dans les rapports.

32. L'importance des fonds extra-budgétaires demeurera également et doit être une priorité de la mobilisation des fonds du Département des forêts de la FAO. La stabilité et la continuité de la collecte des données et de rapports de haute qualité pour satisfaire les demandes croissantes d'informations sur les ressources forestières mondiales, nécessitent des sources stables, adéquates et prévisibles de financement.